

Union européenne et temps de travail La France épinglée sur le traitement de ses médecins hospitaliers

09.02.11 - 17:17 - HOSPIMEDIA

Dans le cadre de la révision de la directive européenne sur le temps de travail, la commission européenne épingle la France sur le traitement de ses médecins hospitaliers. Pour des raisons de respect des droits sociaux et de santé des travailleurs.

La France ne figure pas parmi les meilleurs élèves européens en matière de limitation de temps de travail et de repos compensateur pour ses médecins des hôpitaux publics. Ce constat, c'est la Commission européenne qui l'a dressé* lors du lancement, le 21 décembre d'une nouvelle consultation des partenaires sociaux européens sur la révision de la directive européenne sur le temps de travail. Cette consultation se poursuit jusqu'à la fin du mois de février. Les États mais aussi les syndicats, les représentants des employeurs (la Fédération hospitalière de France travaille sur le sujet en ce moment), etc., ont donc encore quelques jours pour faire parvenir leurs contributions.

Des règles minimum contournées

Afin d'actualiser le texte en fonction des pratiques actuelles des États membres, la Commission européenne cherche en effet depuis 2004, et jusqu'ici en vain, à réviser la directive européenne sur le temps de travail (2003/88/CE), conçue d'abord dans le but de protéger la santé et la sécurité des travailleurs. Une directive qui avait notamment fixé des règles "de base" sur le temps de travail, comme un temps de travail maximum de quarante-huit heures par semaine, une période minimale de repos de onze heures consécutives toutes les vingt-quatre heures ou encore une protection supplémentaire en cas de travail de nuit. Mais cette directive a largement été contournée, provoquant ainsi en 2009 un clash entre les États membres et le Parlement européen lors d'une première tentative de révision. Les règles s'appliquant aux médecins et autres professionnels mobilisés dans le cadre du fonctionnement des hôpitaux font partie des sujets qui fâchent.

La Commission a donc repris sa copie en 2010. Ses préoccupations ? Pas tant l'opt-out en lui-même (possibilité pour les États membres de la règle européenne des 48 heures maximum), que la façon dont sont calculés et considérés le temps de garde, le respect du repos compensateur et la protection des travailleurs contre des durées de travail excessives.

Temps de travail, temps de garde, repos compensateur...

Et pour l'heure, le tableau n'est pas très reluisant. Ainsi, seize États membres appliquent aujourd'hui l'opt-out. C'est le cas pour les médecins français de l'hôpital public, relève la Commission. *"En France, le manque de clarté des dispositions relatives à la durée de travail des médecins semble avoir généré une pratique où les médecins des hôpitaux publics, rien qu'en effectuant leur service normal, dépassent déjà la limite des 48 heures prévue par la directive"*, écrit-elle. Et, toujours selon la Commission, la réglementation française est plutôt floue en ce qui concerne les médecins en formation pour lesquels il n'existe pas vraiment de plafond en termes de durée du travail.

La France est aussi accrochée sur le temps de garde et les astreintes. Selon une jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne, *"les services de garde effectués sur le lieu de travail doivent être considérés dans leur intégralité comme du temps de travail au sens de la directive 93/104/CE. Ce principe s'applique à la fois aux périodes durant lesquelles le travailleur effectue un travail en réponse à une sollicitation (période "active" du temps de garde) et aux périodes durant lesquelles il lui est permis de se reposer dans l'attente d'une sollicitation (période "inactive" du temps de garde), à condition qu'il ne quitte pas son lieu de travail"*. Or, si la France, avec d'autres pays, a œuvré toutes ces dernières années à se rapprocher de ces prescriptions, *"il est monnaie courante que les conventions collectives sectorielles prévoient des "équivalences"*, souligne la Commission. Autrement dit, les périodes inactives du temps de garde sur le lieu de travail ne sont que partiellement comptabilisées et si *"les autorités françaises ont invité les partenaires sociaux à revoir leurs conventions, poursuit Bruxelles, on ne peut affirmer avec certitude que toutes se trouvent désormais en complète conformité"*.

Pas de décomptes précis du temps de travail

Enfin, en ce qui concerne le repos compensateur, la France semble également être en contradiction avec les arrêts de la Cour européenne, dont l'arrêt Jaeger de 2003 selon lequel *"les périodes équivalentes de repos compensateur doivent être accordées rapidement, à des moments qui succèdent immédiatement aux périodes de travail qu'elles sont censées compenser"*. Or, indique la Commission, la France, et avec elle sept autres pays membres, ne semble pas *"avoir instauré de norme générale juridiquement contraignante concernant la programmation du repos compensateur"*.

Certes, nuance la Commission, la majorité des États membres ont ces dernières années tenté d'améliorer le plus possible la santé et la sécurité des travailleurs, et ils ont essayé de mettre leurs dispositions en conformité. Mais la Commission s'inquiète de constater que dans la plupart des pays de l'UE, il n'existe pas de suivi et d'enregistrement du temps de travail des travailleurs concernés. Or, pour elle, sans décompte précis, il est impossible d'examiner réellement *"dans quelle mesure ces employés peuvent être exposés aux risques induits par des temps de travail excessifs"*. Un catalogue de manquements qui fait le miel des organisations syndicales mais qui augure également de discussions tendues entre la Commission et les États membres à propos de la nouvelle mouture de la directive. La Commission s'inquiétant de la santé au travail des personnels concernés mais aussi de la sécurité de soins prodigués dans de telles conditions lorsqu'il s'agit des personnels hospitaliers.

Sophie Plovier

* **Rapport** de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au comité des régions sur la mise en œuvre par les États membres de la directive 2003/88/CE (directive sur le temps de travail).